

Klaus Kinzler : « Pourquoi je songe à quitter la France »

TRIBUNE. L'universitaire et essayiste allemand vit comme un cauchemar la dégringolade économique et politique du pays. Partir ? L'idée mûrit.

Par Klaus Kinzler*

Publié le 16/07/2024 à 12h00



Klaus Kinzler, professeur de langue et de civilisation allemandes. © William Beaucardet/REA pour « Le Point »

Le 9 juin 2024, en suivant à la télévision la soirée des élections européennes, l'idée m'est soudain venue de quitter la [France](#). Les deux scrutins qui les ont suivies n'ont fait que s'installer confortablement dans ma tête cette idée toute neuve. Au cours de mes quarante ans de vie française – jeune Allemand, je suis arrivé en France en 1983 –, pas une seule seconde je n'avais songé à retourner dans mon pays natal. Ni par rejet de celui-ci ni par « amour de la France », comme on dit. Si je n'y avais jamais songé avant, c'est parce que ma vie était ici.

Certes, cela fait un paquet d'années que j'observe mon pays d'adoption filer un mauvais coton. J'étais inquiet pour lui et cette inquiétude s'aggravait d'année en année. Mais [les résultats des récentes élections](#) ont eu pour moi comme l'effet d'un électrochoc, disons : ils m'ont fait peur... avec, en prime, un sacré cafard. Et je me suis dit que je n'avais pas envie de passer la dernière partie de ma vie dans un pays financièrement en faillite, politiquement déchiré et gouverné par des démagogues dont les idées sont aux antipodes d'une société libérale et, à vrai dire, une utopie cauchemardesque. Non, je n'ai pas envie, me disais-je, de vivre dans un pays qui, faute de démocrates, sombrera tôt ou tard dans le chaos et l'anarchie.

Cul-de-sac économique

Le cul-de-sac économique où nous nous trouvons, je l'observe depuis longtemps, mes anciens étudiants de Sciences Po Grenoble en témoigneront : recours systématique à la dette publique (l'argent magique) servant non pas aux investissements d'avenir mais à la consommation des citoyens (« pouvoir d'achat ») et [au financement de l'État-providence](#) le plus généreux du monde.

Combien de fois j'ai dû exaspérer ces jeunes gens avec mon radotage sur le déficit budgétaire (pas un seul excédent depuis 1974), la balance commerciale (d'un surplus basculait vers le déficit), le taux d'activité (bien plus faible que chez nos voisins du Nord), le niveau d'imposition (un record en Europe) et les folles dépenses de fonctionnement d'un État hypertrophié (un ratio fonctionnaires/habitant deux fois plus élevé qu'en Allemagne), État qui désormais pousse sa sollicitude jusqu'à s'occuper des frais de réparation des semelles usées de ses citoyens.

Le probable scénario catastrophe de cette France qui refusait d'admettre qu'elle vivait au-dessus de ses moyens, je le décrivais ainsi à mes étudiants incrédules : en l'absence d'une diminution drastique des dépenses publiques

assortie d'un gros paquet de réformes structurelles du style de [celles menées dans les années 2000 par le chancelier allemand Gerhard Schröder](#) (un social-démocrate), l'explosion de la dette publique française finirait par pousser les acteurs des marchés financiers à augmenter nos taux d'intérêt jusqu'au jour où soit nous retrouverions la voie de la prudence fiscale (dans le cas de la France, l'austérité), soit notre dette deviendrait insoutenable et nous nous trouverions en situation de défaut de paiement.

Scénario à la grecque

La conséquence d'une telle catastrophe annoncée en France (traitements des fonctionnaires en baisse de 20 %, paiements des retraites suspendus, suppression de centaines de milliers de postes dans le service public, pour ne citer que ces deux exemples devenus la dure réalité en Grèce, en Irlande et au Portugal) serait alors, disais-je, non pas le secours de la Banque centrale européenne (BCE) – son mandat le lui interdit – [mais celle du Fonds monétaire international \(FMI\)](#), dont l'aide est strictement soumise à l'acceptation, illico presto et à marche forcée, des réformes structurelles dont nos dirigeants, et avec eux le peuple, croyaient qu'en vertu d'une énième « exception française » imaginaire elles étaient pour tous les pays européens sauf pour nous.

Connaissant mes concitoyens et leur féroce attachement au statu quo, j'étais convaincu à l'époque que ce drame économique et social conduirait rapidement au chaos politique : des millions de Français furieux descendraient dans la rue pour défendre les acquis sociaux ou pour exprimer leur refus des réformes « ultralibérales » imposées par le « diktat » du FMI, « l'austérité », « la casse sociale »...

Partant des « territoires perdus de la République », cette colère devenant violence gagnerait rapidement la France entière et déboucherait sur la fin de l'autorité de l'État, l'anarchie et, pour finir, [une sorte de guerre civile](#), un terme que le président de la République lui-même a récemment remis à la mode. Quant à mes étudiants grenoblois, totalement désintéressés par ces considérations bassement économiques et soudain arrachés à leur torpeur par l'évidente absurdité de mes propos, ils étaient morts de rire. Kinzler est devenu fou...

Pays du « Club Med »

Il est vrai, la grave crise financière, sociale et politique que, dans cet ordre, j'avais anticipée ne s'est pas matérialisée dans les délais que j'avais prévus. Sur ce point, mes étudiants avaient donc raison. Or ce « retard », si j'ose dire, est largement dû à l'intervention – totalement imprévisible à l'époque – de la BCE qui, pour sortir de la crise des dettes souveraines des années 2010, a décidé d'acheter massivement la dette des États de la zone euro menacés de faillite.

Victime de mon atavisme germanique, j'avais été convaincu, en effet, que les traités européens signés à Maastricht et ratifiés ensuite par tous les États membres seraient respectés. Concrètement, cela signifiait que ceux des États qui continueraient à s'adonner à leur penchant pathologique pour la dette publique seraient rapidement rappelés à l'ordre par les marchés financiers. Étranglés par les taux d'intérêt, ils changeraient de politique ou seraient éjectés de la zone euro.

Sur ce point, crucial pour les réflexions que je partageais avec mes étudiants, je me suis également trompé. Royalement. Depuis [le « whatever it takes »](#), en effet, prononcé par Mario Draghi en juillet 2012 – et dont on dit un peu vite qu'il a « sauvé l'euro » alors que le contraire est plus plausible –, les dirigeants des membres de la zone euro savent que, quelles que soient leurs folies fiscales, les banquiers de Francfort, dont la seule mission prévue par les traités est de garantir la stabilité de la monnaie européenne, seront là pour les mettre à l'abri des vilains « spéculateurs », ceux, en réalité, qui, depuis des lustres, sont prêts à financer leur train de vie.

Tant et si bien que, pour ce groupe de pays que le Nord « frugal » de l'Europe, non sans mépris, appelle « Club Med », l'appartenance à la monnaie européenne unique est désormais considérée non plus comme l'obligation pour chaque État membre de gérer ses finances comme une ménagère souabe, mais, au contraire, comme un blanc-seing, voire une incitation à s'endetter à gogo. En cas de pépin, la « solidarité européenne » jouerait... C'était l'époque de l'argent gratuit (avec des taux d'intérêt parfois négatifs) : comme des rois Ubu, nos dirigeants pensaient avoir inventé la « pompe à finances ». Or, depuis le retour prévisible de l'inflation, cet âge d'or, bâti sur le déni des lois économiques les plus basiques, est révolu.

Une France ingouvernable

Aujourd'hui, à la suite des récentes législatives anticipées, le sombre scénario est de retour non pas (encore) sous la forme d'un défaut de paiement assorti d'anarchie et de guerre civile mais sous celle d'un sacré « bordel » politique sans issue et potentiellement hautement inflammable. La France sortie des bureaux de vote où le « Jupiter devenu Icare de l'Élysée » (Timothy G. Ash) nous a envoyés les 30 juin et 7 juillet se montre désormais non seulement irréfutable – l'immense majorité des Français n'a jamais été prête à accepter les réformes nécessaires à sa survie – mais littéralement ingouvernable. Avec un déficit budgétaire dépassant les 5 % et une dette publique de 3 100 milliards, il s'agit là d'une perspective angoissante.

À « gauche », avec moins de 200 sièges sur 577, le Nouveau Front populaire a le culot de crier à la victoire : cette coalition de bric et de broc qui, allant de François Hollande à Jean-Luc Mélenchon en passant par Sandrine Rousseau, héberge en son sein des personnes soupçonnées de complaisance avec le terrorisme islamique, l'antisémitisme et un nombre important d'antidémocrates. Ce qui les réunit, c'est le rejet plus ou moins fort de l'économie de marché. Quant à son programme économique, il ressemble aux lettres que, enfant, j'envoyais au Père Noël.

À droite, la même tristesse : le Rassemblement national est un mouvement ultranationaliste qui, certes, a été nettoyé à la surface mais où on trouve encore sous le vernis de nombreux racistes. Économiquement, ses dirigeants, dont l'ignorance saute aux yeux (ils n'ont pas la chance d'avoir un Piketty dans leurs rangs), se moquent des électeurs (presque) autant que ceux de la concurrence gauchiste. Numériquement, cependant, ce parti peu fréquentable sort des élections comme la plus grande force politique du pays. C'est dire où on en est.

Entre les deux, enfin, déconfits et penauds, réduits à la portion congrue, les vestiges de ce que, autrefois, on appelait « les partis de gouvernement ». Même dans l'hypothèse improbable d'une « coalition », ils n'auraient ni la légitimité ni aucune chance réaliste de gouverner le pays. À trois reprises en l'espace d'à peine un mois, les Français leur ont dit qu'ils ne voulaient plus d'eux.

Pas de place pour les libéraux !

Dans l'attente du dernier acte de cette tragicomédie française, mon inquiétude va crescendo. La vérité est que je n'en dors plus de la nuit, que je déprime ferme et qu'arrivé à l'âge de la retraite l'idée de gagner cette belle Bavière où mon fils s'est installé s'installe solidement dans ma tête... La raison profonde de cette réaction – dont je suis le premier surpris – est que je ne vois absolument pas comment la situation dans laquelle se trouve la France en cet été 2024 pourrait s'améliorer avant de brutalement se dégrader. Ayant grandi dans un pays où les citoyens ont appris à aimer la liberté, le droit, l'ordre, l'économie de marché sociale et, en politique, la faculté de forger des compromis, le chaos politique, l'anarchie et la violence sont contre ma nature.

Que faire ? Rejoindre un parti politique et m'y engager ? Dans une ville comme Grenoble, où je vis et où le candidat LFI-NFP s'est imposé, cette voie, hélas, ne m'est pas ouverte. Ni ailleurs, car, depuis que j'ai quitté l'Allemagne au début de l'ère mitterrandienne, j'ai toujours été un sans-abri politique. C'est qu'en France [il n'y a pas de place pour les adeptes du libéralisme économique](#). Il n'y en a même pas pour de vrais sociaux-démocrates, c'est dire ! Dans le pays de Colbert et de Robespierre, on croit en l'État et non pas au citoyen libre, responsable de forger son destin.

La situation française est instable et fluide, si bien que personne n'est en mesure de prévoir les événements qui se produiront demain, dans six mois ou dans trois ans. Le moins que l'on puisse dire aujourd'hui, c'est qu'ils seront peu réjouissants. Quant à ma demande d'asile politique en Bavière, il n'y a pas le feu et j'aviserais donc en temps voulu. Mais il y a une décision que j'ai désormais prise : le jour où la chienlit, l'anarchie et la violence auront atteint mon refuge dans la montagne, je partirai. Direction nord, les larmes aux yeux et souhaitant – du fond du cœur – bonne chance à la « grande nation ».

**Klaus Kinzler, professeur de langue et de civilisation allemandes, est l'auteur de « [L'islamogauchisme ne m'a pas tué](#) » (éditions du Rocher, 2022).*